

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 158 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2904 - Prix : 1€



Dettes publiques : l'État providence... pour les capitalistes

Page 5

Violences à Saint-Benoît : les élus et l'État soufflent sur la braise

Page 6

Européennes : La liste Lutte ouvrière le camp des travailleurs

Page 8

Le gouvernement veut nous faire les poches au profit des capitalistes

Le gouvernement a annoncé une nouvelle salve d'attaques. En ordre de bataille, les ministres se sont relayés dans les médias pour annoncer leurs prochaines offensives contre les plus précaires, les chômeurs et les malades.

Le ministre de l'Economie, Le Maire, a justifié de s'en prendre aux malades en déclarant : « *Les médicaments, ça ne va pas être open bar* ». Mais c'est la bourgeoisie qui a accès au buffet à volonté ! Pour se soigner comme pour le reste, tant qu'on a les moyens de payer, il n'y a aucun problème d'accès aux soins les plus sophistiqués.

En revanche, du côté des classes populaires, de plus en plus de malades renoncent à se soigner faute de moyens. Alors que la franchise à payer sur chaque boîte de médicament a doublé, les ordonnances des patients en Affection longue durée sont maintenant dans le viseur du gouvernement, ainsi que les transports médicaux. Les déserts médicaux se multiplient, mais les malades sans moyens de se déplacer et sans mutuelle correcte devront se débrouiller pour aller se faire soigner. C'est une condamnation révoltante !

Contre les chômeurs, Attal est allé faire la leçon, au JT de TF1 : face à la dette de l'État, il serait temps de se montrer économes et d'augmenter les recettes. Pour ce fidèle roquet des intérêts capitalistes, il n'est bien sûr pas question de prendre sur les milliards que l'État déverse dans les caisses des grandes entreprises à coup d'aides, de subventions et d'exonérations.

Le ministre a donc annoncé un nouveau tour de vis contre les chômeurs. Alors que la durée et le montant des allocations ont déjà été réduits par les mesures précédentes, il se dit favorable à une baisse de la durée maximum d'indemnisation, en osant dire qu'il faut inciter au travail.

Ces derniers mois, près de 10 000 emplois ont été supprimés par les enseignes de l'habillement. Dans le secteur automobile, alors que les profits sont au plus haut, les constructeurs encaissent les milliards de l'État sous prétexte de financer la transition vers l'électricité, tout en mettant à la porte des centaines d'intérimaires. Des équipementiers comme Forvia annoncent des milliers de licenciements, et la liste continue, dans des secteurs comme la banque, le bâtiment ou la téléphonie. Alors, ce n'est évidemment pas le chômage que combat le gouvernement, qui laisse les mains libres aux licenciements. Ce sont les travailleurs privés d'emploi, qu'il condamne à la pauvreté tout en les traitant de fainéants.

Ce gouvernement, composé de millionnaires au service de milliardaires, prétend parler au nom de « la France qui se lève tôt ». Attal a ainsi déclaré : « *Quand on travaille, on a quand même davantage de moyens d'être maître de soi* ». Mais de quoi décide un travailleur contraint d'accepter des cadences délirantes, un intérimaire contraint de faire des kilomètres pour une mission, une femme de ménage aux horaires fractionnés et dont le salaire ne lui permet même pas de remplir le frigo ?

Le gouvernement prétend s'en prendre aux chômeurs pour que « le travail paie ». Mais si le travail « ne paie pas », c'est bien parce que le patronat impose des salaires qui ne permettent pas de vivre. Pousser les chômeurs dans la misère ne fera pas augmenter les salaires, au contraire ! Réduire les droits des chômeurs, les obliger à accepter n'importe quel travail pour n'importe quel salaire, fournira une arme supplémentaire au patronat pour imposer ses conditions.

Ces annonces sont une déclaration de guerre à tous les travailleurs, auxquels le gouvernement réaffirme qu'il n'est pas question que les capitalistes paient pour la crise de leur système. Du côté des grandes entreprises, la crise économique et le climat de guerre sont d'ailleurs synonymes de profits record, 150 milliards pour l'année 2023 !

Pour assurer ce niveau de profits à une poignée de grands capitalistes, le gouvernement veut faire baisser la tête à tous les travailleurs.

Subir la loi des patrons, dans la situation actuelle, où les menaces guerrières accompagnent la crise générale de l'économie, c'est être de la chair à exploitation aujourd'hui et demain de la chair à canon.

Seul, aucun de nous n'a le pouvoir de s'opposer à l'exploitation. Mais si les travailleurs s'organisent et retrouvent la conscience de leurs intérêts et de leur force collective, alors ils pourront s'opposer non seulement aux attaques de Macron, mais à la barbarie dans laquelle le capitalisme entraîne toute la société.

Chômeurs : Attal veut leur faire les poches

Le Premier ministre devait exposer, le 27 mars, au cours d'un goûter avec ses ministres d'abord, au 20 heures de TF1 ensuite, ses nouveaux projets d'économies aux dépens des chômeurs.

Avant même que le détail en soit connu, les orientations de Le Maire et Attal ont largement été évoquées, et annoncent la poursuite des attaques contre les travailleurs sans emploi, en les amplifiant encore. Après les réformes de 2019 et de 2023, qui ont appauvri les plus précaires, Macron et ses ministres considèrent froidement qu'il y a encore des économies à faire en les appauvrissant de nouveau !

La dernière attaque, celle de 2023, pas encore appliquée, a consisté à priver les chômeurs en fin de droits de l'ASS, l'allocation spécifique de solidarité, pour la remplacer par le RSA, ce qui n'est pas équivalent. Non seulement l'ASS est compatible avec d'autres allocations comme l'aide au logement, mais elle ouvre des droits à la retraite, en trimestres et en points, ainsi qu'à la retraite complémentaire. Ce n'est pas le cas du RSA. Cette réforme conduira à un appauvrissement délibéré et programmé de ces travailleurs âgés, dans l'incapacité de retrouver un emploi, et qui se trouveront, une fois à la retraite, à toucher au mieux le minimum vieillesse, ce qui signifie la misère jusqu'à la fin de leurs jours.

Les pistes évoquées aujourd'hui sont du même ordre : réduire la durée d'indemnisation, en particulier celle des chômeurs de plus de 55 ans qui seraient, à en croire Le Maire, injustement favorisés par rapport à leurs collègues plus jeunes, et réduire le montant de l'allocation d'une façon ou d'une autre. Ainsi 800 000 chômeurs de plus de 50 ans pourraient être touchés. Cinq millions d'autres chômeurs, de leur côté, sont déjà ponctionnés lourdement depuis que le gouvernement a instauré une



durée d'indemnisation variable en fonction du taux de chômage.

Les prétextes invoqués à Matignon et à Bercy ne manquent pas : la dette publique, la menace sur la notation de la France, le plan de rigueur à rebondissements... L'approche des élections aiguise de surcroît les motivations de Macron et de sa bande, qui cherchent à rivaliser avec l'extrême droite et les LR, en s'attaquant aux travailleurs les plus fragiles, en entretenant les préjugés les plus écu-

lés sur les chômeurs qui seraient des assistés et autres bêtises à relents anti-ouvriers. Pourtant, le but réel de ces manœuvres est toujours dans la même optique invariante : pressurer la classe travailleuse, active, sans emploi ou retraitée, pour gonfler les coffres du grand patronat et de la finance.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 5 AVRIL de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 6 AVRIL de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 7 AVRIL de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 20 AVRIL de 8H30 à 10H00**

Chômage, déficit de l'État : à La Réunion comme ailleurs, c'est au patronat de payer !

Le gouvernement s'apprête à s'en prendre aux chômeurs pour renflouer les caisses de l'état.

Macron et Attal entonnent à tour de rôle le même refrain à propos des chômeurs qui seraient mieux payés que ceux qui travaillent et « se lèvent tôt ».

Mais voilà, la réalité, c'est qu'au lieu d'embaucher, les patrons licencient ou menacent de le faire si l'État ne les subventionne pas assez à leur goût.

À La Réunion, tout ou partie des 49 salariés du journal Le Quotidien sont menacés de licenciements, car leur entreprise a été placée en liquidation et les repreneurs qui se sont manifestés veulent bien reprendre l'affaire, mais sans ses salariés ou en ne payant pas les primes de départ prévues dans la convention collective pour ceux qui ne veulent pas changer de patrons.

Et pourtant la direction du Quotidien a reçu des centaines de milliers d'euros d'aide de l'État à la presse et récemment 600 000 euros de la Région !

À la Case à Pains, le nouveau patron, Olivier Levy qui a racheté l'affaire en décembre 2021, dit rencontrer des difficultés financières



bien qu'il soit à la tête de douze boulangeries où il exploite 210 salariés qui lui permettent de réaliser un chiffre d'affaire de 14 millions d'euros. La Case à Pains a été placée mercredi 20 mars en redressement judiciaire. L'avenir se fait donc incertain pour ces deux centaines de travailleurs.

À Air Austral, la direction qui a reçu la bagatelle de 120 millions d'euros d'aides de l'État, ainsi que 30 millions d'euros de la Région, de-

mande à ses 850 salariés de se serrer à nouveau la ceinture pour combler sa dette dont le montant n'a pas été communiqué (!) en acceptant de faire une croix sur leur 13ème mois et de voir leurs salaires baisser de 10 % avec la menace, en cas de refus, de voir mis en place un plan de sauvegarde des emplois ou des licenciements économiques !

Cela rappelle étrangement la sauce à laquelle ont été mangés les salariés de la SPL Estival victimes de la gabegie de leur ancienne direction qui avait creusé un trou de 3 millions dans la caisse de l'entreprise et à qui la nouvelle direction, élus de la Cirst et responsables syndicaux réunis ont imposé des baisses de salaires pour la renflouer, avec là aussi, en cas de refus, la menace d'être licenciés !

Bien d'autres exemples pourraient être cités sur la place montrant que les chômeurs sont en fait d'anciens travailleurs victimes de licenciements abusifs. En aucun cas, ils n'ont choisi de quitter leurs emplois, mais leurs patrons les y ont contraints.

Alors si quelqu'un doit payer le déficit de l'État, c'est bien le patronat et pas ses victimes !

Les économies criminelles des Macron, Attal et Lemaire en matière de santé

Alors que le cancer est devenu la première cause de décès en France (157 000 personnes en meurent chaque année) devant les maladies cardiovasculaires, la recherche médicale souffre d'un déficit de financement public.

Ainsi l'institut Marie Curie, reconnu internationalement pour les avancées considérables qu'il a permis en matière de lutte contre cette maladie, ne bénéficie de la part de l'État français que d'une contribution financière annuelle de 9 millions, quand les quêtes de soutien lui en rapportent

7 et que les contrats signés en France et à l'international par ses chercheurs et des appels d'offres décrochés auprès du Conseil européen de la recherche lui en procurent entre 40 et 45.

Le professeur Alain Puisieux, directeur de son centre de recherche, déclarait récemment : « Depuis trente ans, j'entends dire que l'effort de la nation pour la recherche doit atteindre 3 % du PIB. Nous sommes à 2,28 % et, depuis vingt-cinq ans, le budget baisse, alors que, d'autres comme l'Allemagne, les États-Unis, la Corée du Sud, investissent massi-

vement ».

Eh bien la décision récente du gouvernement de baisser le financement de l'État de 900 millions d'euros dans la recherche fondamentale (« pour réduire la dépense publique »!) ne risque pas d'arranger les choses !

Entre sauver la vie des cancéreux et sauver les profits des capitalistes, et plus particulièrement ceux de l'armement, le gouvernement a choisi la deuxième option.

Dettes publiques : l'État providence... pour les capitalistes

D'après les chiffres publiés par l'Insee mardi 26 mars, le déficit public a atteint en 2023 154 milliards d'euros, soit 5,5 % du PIB, bien plus que ce que prévoyait le gouvernement. La dette publique, elle, atteint le montant astronomique de 3 101,2 milliards d'euros, soit 110,6 % du PIB.

Contrairement aux commentaires des serviteurs de la bourgeoisie, les travailleurs n'ont en aucun cas été bénéficiaires de la dilapidation d'argent public ou du « quoi qu'il en coûte » : leur niveau de vie n'a fait que chuter. La hausse de l'endettement public est l'expression du parasitisme croissant de la bourgeoisie qui dévore les deniers de l'État tandis que l'économie stagne et que les équipements publics sont sacrifiés.

Bien avant le Covid et la crise sanitaire, la constante de tous les gouvernements, de gauche comme de droite, a été de multiplier les cadeaux et subventions diverses au patronat. Ainsi, dès 2019, d'après une étude commandée par l'IRES, Institut de recherches économiques et sociales, le montant des aides publiques aux entreprises atteignait déjà 200 milliards d'euros par an, le double du budget de l'Éducation nationale, et il représentait en fait près du tiers du budget de l'État.

Avec la crise sanitaire puis la



flambée des prix de l'énergie, l'État a déversé des dizaines de milliards d'euros supplémentaires à la bourgeoisie. Ainsi, selon la Cour des comptes, le bouclier énergétique, d'un coût de 36 milliards d'euros d'argent public, a protégé non les consommateurs mais les trusts de l'énergie, qui se sont répartis 30 milliards de surprofits dans les deux dernières années.

Alors même que le déficit public explosait, les gouvernements ont continué à supprimer au rythme prévu les impôts qui taxent les profits. L'impôt sur les sociétés est passé de 33 à 25 % en 2022 pour un coût an-

nuel de 11,1 milliards d'euros pour l'État. Les impôts de production ont été réduits du même montant, au plus grand bonheur des actionnaires. Et absolument tout est prétexte à la transfusion d'argent public vers les grands trusts, comme « la transition énergétique », le « rattrapage du retard industriel », etc.

L'addition est présentée aux classes populaires, en les dépouillant de leurs maigres droits en matière de chômage, de retraite, de santé et d'éducation.

La « priorité » des politiciens, c'est de servir les patrons, pas les lycées !

Lundi 18 mars, jour de la rentrée scolaire, les professeurs du lycée Pierre Poivre de Saint-Joseph ont massivement débrayé pour manifester leur exaspération concernant les conditions de travail dans lesquelles eux et leurs élèves sont obligés de travailler. Leur mouvement a d'ailleurs reçu le soutien de ces derniers.

En effet, des travaux de réfection de leur lycée, prévus depuis 15 ans, ne sont toujours pas entamés ou terminés. Des plafonds de classes

menaçant de s'effondrer sur leurs têtes, plusieurs classes ont été fermées avec la conséquence que les élèves concernés ont dû être répartis dans d'autres classes qui, de ce fait, se retrouvent surchargées. À cela s'ajoutent la présence de cafards et de rats dans l'établissement, les toilettes insalubres, les peintures en piteux état.

Cette situation révoltante est à mettre en parallèle avec les discours politiques de l'ancien et fugace ministre de l'Éducation nationale, Ga-

briel Attal, qui, le 9 janvier dernier, à l'occasion de sa nomination comme premier ministre, déclarait « vouloir amener la cause de l'école à Matignon » et d'Huguette Bello, présidente du conseil régional de La Réunion, dont dépendent les lycées, qui déclarait de son côté lors d'une visite au lycée Évariste Parny de Saint-Paul à l'occasion de la rentrée scolaire d'août 2022 : « L'éducation est la mère des priorités ! ».

Violences à Saint-Benoît : les élus et l'État soufflent sur la braise

Après les violences qui ont eu lieu à Bras Fusil à Saint-Benoît dans la nuit du 23 et 24 mars entre des jeunes de bandes rivales et les dégradations qu'ils ont causées dans le quartier, le maire Patrice Selly demande à « sanctionner sévèrement » les « voyous », en l'occurrence les Mahorais qui menacent, dit-il, le « vivre-ensemble réunionnais ».

Ce n'est pas la première fois que Selly pointe du doigt les mahorais en parlant de « problèmes d'intégration de la communauté mahoraise » « sans hypocrisie et sans tabou ».

Selly va jusqu'à demander la modification des « textes législatifs et réglementaires pour pouvoir mettre en œuvre des dispositifs de retour à Mayotte », des contrôles plus fréquents dans les logements... », voire la suppression d'allocations familiales. Et comme lors de précédentes violences dans le quartier de Bras Fusil, le maire demande l'intervention sans délai des forces de la gendarmerie.

Les suppliques sécuritaires de Selly et des autres maires de l'île ont été entendues par le préfet qui a lancé une opération d'envergure des forces policières et de gendarmerie dans plusieurs villes le week-end de Pâques.

Le discours de Selly ne sont pas éloignés de celui des partisans du RN ou ceux d'un Eric Zemmour, qui sont des ennemis des travailleurs.

De son côté, le député LFI Jean-



Hugues Ratenon jette de l'huile sur le feu en parlant de situation « anxio-gène » et de climat de peur. Il réclame une « union sacrée » « pour que l'on empêche tous ensemble La Réunion de prendre la voie de l'extrême violence que subit la population de Mayotte ».

De tels propos sèment la division parmi les classes populaires et ne vont pas dans le sens du « vivre ensemble » que prônent pourtant Selly et Ratenon.

Selly prétend que depuis son arrivée à la municipalité, il a augmenté le nombre de médiateurs dans les quartiers. Où sont-ils ?

Au lieu de renforcer les associations qui jouent ce rôle de médiation dans les quartiers, qui font de l'animation sportive et culturelle, de doter les quartiers d'équipements sportifs, etc. le maire réclame des brigades de gendarmerie supplémentaires.

Élus et autorités prétendent lutter contre les violences, mais ils ne s'insurgent pas contre les maltraitances que sont le décrochage scolaire et l'illettrisme causés par les classes surchargées, le manque d'enseignants, le manque de moyens financiers des parents, etc.

Ils ne montent pas au créneau pour dénoncer cette forme de violence qui ne cesse de croître dans la société que sont la précarité et le chômage.

Pour cela, il faudrait s'en prendre à la délinquance patronale et gouvernementale qui jette à la rue des jeunes et moins jeunes par milliers à La Réunion.

Mais les élus tels que Selly et même Ratenon, ne le font pas car pour cela il faudrait lutter pour le renversement du système d'exploitation capitaliste.

En « temps de paix » ou en temps de guerre, le capitalisme, c'est la barbarie !

Dans son édition datée du 25 mai 2024, le journal économique Les Échos fait part de ce que « le groupe franco-allemand KNDS, qui fabrique des chars de combat, des systèmes d'artillerie et les canons Caesar, va s'implanter en Ukraine afin de fournir des pièces détachées aux forces armées de Kiev ».

Il ajoute que cette entreprise réunissant le français Nexter et l'allemand Krauss-Maffei Wegmann va créer, aux dires du ministre français

de la Défense, Sébastien Lecornu, une filiale dont l'objectif sera, dans un premier temps, de « former » les Ukrainiens et de permettre de « produire rapidement des pièces de rechange, notamment pour les systèmes déjà livrés ».

Alléchée par ce marché des armes qui s'ouvre à l'occasion de la guerre entre l'Ukraine et la Russie, un autre groupe capitaliste allemand, Rheinmetall s'est aussi mis sur les rangs. Il « met les bouchées doubles un peu

partout dans le monde, espère atteindre un chiffre d'affaires de 13 à 14 milliards d'ici à 2026. Un montant multiplié par deux en comparaison de l'an dernier ».

L'« économie de guerre », tant vantée par Macron, ça rapporte aux capitalistes ! Mais au prix de dizaines de milliers de morts et d'économies criminelles dans les services publics, tels que le logement social, l'éducation nationale, la santé et la recherche médicale.

PCF et LFI : le souverainisme sert le patronat

Les élections européennes sont une occasion pour le PCF et LFI d'allier un pacifisme de façade quand il s'agit de la guerre en Ukraine et une opposition à l'entrée de ce pays dans l'Union européenne (UE).

Invité sur France 2 le 19 mars, Léon Deffontaines, tête de liste du PCF lors de ces élections, a entonné une démagogie bien nationaliste en présentant l'élargissement de l'UE à l'Ukraine ou à la Moldavie comme une éventualité catastrophique. Il a osé dire, en sortant théâtralement un billet de cinquante euros, soit le salaire minimum moldave, qu'un tel élargissement tirerait les salaires des travailleurs français automatiquement vers le bas. Mais qui met systématiquement les travailleurs en concurrence entre les pays ou même à l'intérieur d'un pays, si ce n'est le patronat ? Montrer l'UE du doigt ne sert qu'à camoufler sa responsabilité.

Le PCF ainsi d'ailleurs que LFI

mettent en opposition les travailleurs de France et ceux des pays de l'Est. Mélenchon en 2016 avait déjà servi cette soupe réactionnaire en reprochant aux travailleurs détachés d'Europe de l'Est de « voler leur pain aux travailleurs qui se trouvent sur place ». Comme si les seuls qui volent les ouvriers n'étaient pas les patrons, qui font tout pour tirer les salaires vers le bas afin de réaliser leurs profits !

Dans l'Union européenne ce sont les capitalistes des pays les plus puissants, l'Allemagne et la France en premier lieu, qui imposent leur loi, installent ou détruisent des usines indépendamment des frontières et indépendamment de l'UE, même s'ils profitent de son cadre. Aucune frontière ne protège les travailleurs. Les idées souverainistes ne servent qu'à faire oublier l'existence de l'exploitation et à dresser les travailleurs les uns contre les autres, en en présentant certains comme des menaces pour les autres et en fournissant de l'engrais au terreau sur lequel croît l'extrême

droite. Il est au contraire plus que jamais nécessaire de montrer aux travailleurs que leurs ennemis, ce sont les capitalistes, à commencer par ceux qui les exploitent directement, dans leurs propres pays.

Ceux qui agitent ces idées mentent aussi aux travailleurs quand ils se présentent en défenseurs de la paix. Quand Manuel Bompard présente ainsi la liste LFI, il se garde bien de rappeler que les députés Insoumis ont systématiquement voté depuis 2022 pour les envois d'aide militaire à l'Ukraine. François Ruffin a quant à lui en affirmé un souverainisme guerrier. Dans une interview au journal Le Monde du 16 mars, il a déclaré : « Kiev n'a pas besoin de grandes déclarations mais de munitions » et revendiqué « une industrie de guerre », au nom de la dissuasion armée. Ruffin montre ainsi de façon claire et funeste les implications de son souverainisme, fût-il estampillé de gauche.

Bardella : candidat à gouverner pour les capitalistes

Tête de liste RN aux Européennes, Jordan Bardella, a tenu son deuxième meeting de campagne à Montbéliard devant 2 000 personnes souvent jeunes, venues de toute la région et même de Moselle et d'Alsace.

À quelques centaines de mètres du berceau de Peugeot, devenu PSA et aujourd'hui Stellantis, Bardella a exalté « la France du travail »... sans dire un mot contre la famille Peugeot et le groupe Stellantis, alors que l'usine Peugeot de Sochaux-Montbéliard est passée en quelques dizaines d'années de 40 000 à 5 000 travailleurs du fait des suppressions d'emplois et de la sous-traitance.

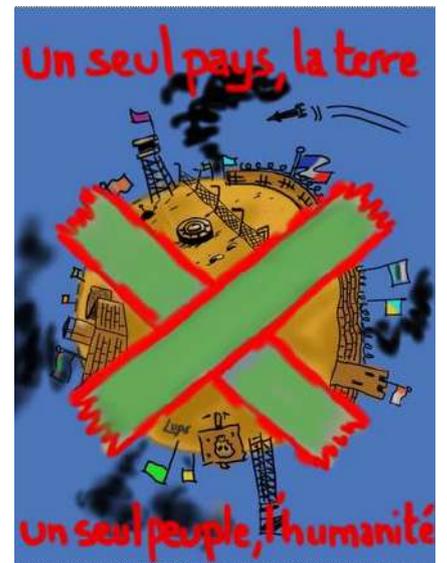
Riches à milliards, les Peugeot, comme tout le grand patronat, sont responsables des suppressions d'emplois, du chômage, de la précarité, des cadences de fous que les travailleurs subissent. Mais Bardella et le RN s'en prennent aux immigrés

pour masquer cette réalité-là. « *On paye, on paye pour qui ? Pour ceux qui ne travaillent pas, pour les migrants* » a déclaré Bardella à son meeting. En même temps, les énormes profits que vient d'annoncer le groupe Stellantis – dont les Peugeot sont actionnaires – ont représenté 18,6 milliards d'euros, soit le salaire annuel de 465 000 salariés, payés 2 000 euros cotisations sociales incluses. Les grosses sociétés du CAC 40 ont vu leurs profits exploser. Voilà en fait pour qui « on paye » : là sont ceux qui font payer et exploitent les travailleurs et toutes les classes populaires.

Le RN veut arriver au pouvoir, autrement dit gérer la société pour le compte de ses vrais maîtres, les Peugeot, les Dassault, les Bolloré et autres grandes familles bourgeoises. Pour masquer les vrais responsables de l'exploitation et du délabrement de la société capitaliste, il désigne des boucs émissaires, l'Europe ou les

immigrés. Cela prouve que s'il arrivait au pouvoir, il gouvernerait dans l'intérêt du grand patronat et de la finance.

Il faut plus que jamais se souvenir des paroles de l'Internationale : « *Il n'y a pas de sauveur suprême, travailleurs sauvons-nous nous-mêmes.* »



La liste Lutte ouvrière – le camp des travailleurs : communiste, révolutionnaire et internationaliste



Ouvriers sur les chaînes de production, des entrepôts et des chantiers, employés dans le commerce, dans des bureaux, travailleurs de la santé de l'éducation ou des transports, nous avons tous les mêmes intérêts, quelle que soit notre origine, couleur de peau ou nationalité.

Nous devons faire face à la rapacité patronale, aux attaques contre les salaires, les emplois, la retraite, le logement...

Nous devons non seulement nous battre pour défendre nos conditions d'existence, mais aussi pour renverser la dictature de la classe capitaliste qui détient les principaux groupes industriels, commerciaux et financiers et a ainsi les moyens d'imposer ses diktats au gouvernement et à toute la société.

Cette minorité de parasites irresponsables se soucie exclusivement d'accumuler toujours plus de profits. Tant pis pour la planète et ses ressources ! Tant pis pour la crise climatique ! Et tant pis aussi si la guerre économique entre ces capitalistes finit par entraîner tous les peuples dans une généralisation des affrontements qui ensanglantent déjà l'Ukraine, le Moyen-Orient, l'Afrique et bien d'autres régions du monde.

Ce n'est pas l'Union européenne

qui s'opposera à cette évolution catastrophique car elle a été bâtie par et pour les capitalistes. Leur but était de construire un marché commun sur lequel ils continueraient d'être en concurrence, et qui leur permettrait d'affronter la concurrence des États-Unis ou de la Chine. Tout cela s'est fait, bien sûr, sur la base de l'exploitation des travailleurs, ce qui fait de l'UE une machine de guerre contre nos conditions d'existence.

Mais, disaient-ils, l'Union européenne allait assurer la paix en Europe. Cela n'a jamais été vrai, et on voit ce qu'il en est aujourd'hui alors que l'UE se met en ordre de bataille pour mener la guerre contre la Russie ! Exactement comme nous n'avons rien à attendre de l'État français et du gouvernement, dévoués à la grande bourgeoisie et à son système, le monde du travail n'a que des coups à attendre de cette institution capitaliste. Le fond du problème est que le capitalisme, système de plus en plus fou, conduit l'humanité à la catastrophe, il doit être renversé !

Profitions de ces élections pour affirmer le plus nombreux possible que les travailleurs, qui font tourner toute la société, ont la force et la capacité de la diriger ! Ceux qui n'ont aucun privilège à défendre dans cette société sont la seule force capable de la ré-

organiser sur des bases collectives en fonction de l'intérêt général.

Il faut dénoncer le piège tendu par les démagogues qui utilisent les immigrés comme boucs émissaires, et qui ciblent aussi l'Europe pour prôner le repli national et cacher les véritables responsables : la grande bourgeoisie qui dirige et domine la société au travers de l'exploitation des hommes et de la planète.

À l'Europe capitaliste, nous opposerons la perspective de l'Europe des travailleurs et des États-Unis socialistes d'Europe. Face au nationalisme, nous défendrons l'internationalisme ouvrier. Face aux drapeaux français et européen des capitalistes, nous brandirons le drapeau rouge, celui des travailleurs.

Ces élections, pas plus que les autres, ne permettront aux travailleurs de changer leur sort. Mais elles sont une occasion de s'exprimer, de dénoncer la faillite du capitalisme et de défendre un autre avenir. Soyons-le plus nombreux possible à le faire avec la liste Lutte ouvrière !

Serge Latchoumanin, formateur à la Chambre d'Agriculture de La Réunion, sera présent sur la liste conduite par Nathalie Arthaud et Jean Pierre Mercier

CETA : pile ils gagnent, face on perd

Jeudi 21 mars, les sénateurs ont refusé de ratifier le traité de libre-échange général entre le Canada et l'Union européenne, CETA selon l'acronyme anglais.

En réalité, le CETA s'applique déjà, dans ses grandes lignes, depuis 2017. On n'a pourtant pas connu depuis lors d'explosion des échanges UE-Canada et surtout pas l'avalanche de viande de bœuf qui serait, paraît-il, à craindre. En 2023 le Canada en a exporté 1 400 tonnes vers une Europe qui en consomme 5 millions de tonnes par an ! En revanche ses exportations de lithium, d'uranium et de pétrole de schiste ont plus que doublé, des matières premières qui n'intéressent ni ne concurrencent le petit paysan ou la coopérative fromagère mais sont en revanche essentielles à la grande industrie. L'interruption partielle des échanges avec la Russie rend d'ailleurs ces importations d'autant

plus nécessaires pour les capitalistes européens.

Les groupes industriels intéressés à l'accord et les États qui les représentent n'ont donc pas attendu que les Parlements des différents pays ratifient le traité. Ils l'ont appliqué immédiatement et ont retardé autant qu'ils le pouvaient les différents votes car, dans tous les pays, des partis d'opposition font profession de dénoncer les traités de libre-échange. Pour ceux qui, comme LR ou le PS, passent régulièrement aux affaires, c'est grotesque : le CETA a été négocié sous Hollande et nombre d'autres du même genre l'ont été sous Sarkozy, pour ne pas remonter plus loin.

L'extrême droite, le PCF, LFI et les écologistes qui ont voté contre le traité disent ainsi vouloir défendre le petit agriculteur et la nourriture saine produite près de chez nous. Mais on peut parier que ces partis,

s'ils parviennent au pouvoir, s'aligneront sur les besoins du grand patronat et sacrifieront, comme le fait Macron, autant de petits agriculteurs qu'il faudra pour sauvegarder les intérêts du grand capital.

La question « pour ou contre le libre-échange » est un leurre pour les travailleurs. Les travailleurs des différents pays ne sauveront leurs conditions de vie que s'ils contraignent les capitalistes à en payer le prix en prenant sur les profits tirés de l'exploitation, que ce soit dans le contexte du libre-échange ou à l'abri des frontières. On peut en dire autant des petits paysans écrasés par la pression du grand capital. Aucune frontière, aucun traité entre capitalistes et aucun débat parlementaire qui le rejeterait ne sauvera ceux qui doivent vivre de leur travail.

DANS LES ENTREPRISES

L'aide à l'enfance privée de moyens

Vendredi 22 mars, une douzaine de salariés des Foyers départementaux de l'Enfance ont manifesté devant le Palais de la Source pour dénoncer les conditions dégradées dans lesquelles ils sont contraints d'exercer leur métier auprès des jeunes en souffrance et en difficulté.

Un seul salarié pour surveiller 12 enfants le dimanche, des hébergements d'enfants présentant des problèmes psychiatriques prévus pour trois mois et qui parfois s'éternisent à quatre ans, plus de directeur pour les sites de Sainte Suzanne et de Terre Rouge depuis deux ans.

Les grévistes n'ont eu droit qu'à de nouvelles promesses que le

Département devrait leur communiquer en avril. Ils lui ont fait savoir qu'ils cessaient la grève ce jour, mais qu'ils se réservaient la possibilité de la reprendre à tout moment s'ils n'obtenaient pas les embauches attendues, leur préavis de grève courant toujours !



Décoré, mais pas sorti du pétrin !

Un boulanger réunionnais, Aymerick Bissay, travaillant à la Case à Pains, vient de remporter le concours régional de la meilleure baguette de tradition française.

La meilleure baguette se déguste peut-être à la Case à Pains... mais celle-ci est sur le point d'être placée en redressement judiciaire !

Ses boulangers connaissent leurs recettes sur le bout des doigts... mais où sont passées les recettes encaissées par leur direction ?

La presse : une machine à profits... ou rien

Après six mois d'attente suite au placement du journal Le Quotidien en liquidation cession, le tribunal de commerce de Saint-Denis a tranché et a choisi le groupe Media Capital appartenant à Henri Nijdam (propriétaire du journal le Nouvel Économiste) comme repreneur.

Celui-ci ne reprendra que 12 employés de presse et cadres et 15 journalistes sur les 49 que comptait le journal jusqu'à présent. 22 employés de ce journal perdent donc leur emploi

Les salariés du Quotidien, comme tous les travailleurs, sont confrontés à la politique des capitalistes qui les exploitent et veulent faire le maximum d'argent avec le minimum

de travailleurs.

D'ailleurs les deux futurs actionnaires du Quotidien sont deux capitalistes : un du BTP et l'autre de l'immobilier. L'un d'eux, Jean-Claude Dijoux, président de la SAS Capital Réunion, se présente comme un « bâtisseur » qui se comporte plutôt comme un démolisseur puisqu'il annonce 22 licenciements au Quotidien ! Il s'est par ailleurs vanté d'avoir participé au projet de sauvegarde d'Air Austral... qui s'est traduit par une baisse de 10 % des salaires dans cette entreprise. Voilà une petite idée de son « business plan » !

Le résultat de la gestion des entreprises par les capitalistes se

traduit bien souvent par des catastrophes sociales. Mise sous pression des salariés, angoisse de pouvoir perdre à tout moment son gagne pain. Et dans le cas des journaux d'information, les suppressions d'emplois se traduisent aussi par un appauvrissement de leur contenu qui ont pour conséquences déception et renoncement des lecteurs à les acheter, donc pertes de recettes.

L'absurdité anarchique du système capitaliste dans toute sa splendeur !

DANS LE MONDE

MAROC

Mobilisation contre la privatisation de l'eau

Depuis le mois de novembre 2023, les habitants de la ville de Figuig, oasis du sud-est du Maroc, proche de la frontière algérienne, protestent massivement contre la décision du conseil municipal de confier la gestion de l'eau et de l'électricité de la ville à une société anonyme, le groupe Al-Sharq Distribution.

Les habitants craignent à terme une augmentation du prix de l'eau potable et veulent que la gestion de l'eau reste en régie communale. Le projet répond à une réforme de 2021 qui, sous couvert de régionalisation des compétences de la gestion de l'eau, de l'assainissement des liquides et de l'électricité, prévoit des « sociétés régionales multi-services » (SMR). Elle est menée par le ministère de l'Intérieur qui a les communes sous sa tutelle. Ces sociétés anonymes intégrant des établissements publics et des collectivités ter-

ritoriales permettront surtout une ouverture au secteur privé. C'est un marché qui s'ouvre pour les Suez et Veolia, très présents sur le marché de l'eau au Maroc, et autres compagnies d'assurance et fonds d'investissement marocains ou européens.

En novembre, le conseil communal de Figuig avait refusé le projet mais, vite rappelé à l'ordre par le préfet de la région, il l'a finalement adopté. Les habitants, eux, ont immédiatement réagi. Des manifestations se sont succédé, marches ou sit-in à Figuig même et sur la capitale régionale, Oujda, à 400 km. Elles animent ce « Mouvement pour l'eau », quotidiennement, rythmées par de nombreux slogans comme : « L'eau de Figuig n'est pas à vendre », « Ce que l'on veut, on l'aura ! »

Les femmes constituent le gros des manifestants, conscientes que cette réforme s'attaque à des familles minées par la pauvreté, qu'accentue

la cherté de la vie. Dans les villes où la distribution de l'eau et de l'électricité a été concédée à des entreprises privées comme Lydec, filiale de Suez, et Amendis, filiale de Veolia, les classes populaires voient d'année en année le prix des factures augmenter.

En février, la colère est montée d'un cran quand deux figures de la protestation ont été arrêtées : Mohamed Brahimi et Halima Zaid ont été condamnés respectivement à huit mois de prison ferme et six mois avec sursis et plusieurs centaines d'euros d'amendes à eux deux. Ils sont accusés d'outrage à agent public, incitation aux délits et crimes sans effet et participation à un rassemblement non autorisé.

Les manifestants sont déterminés à ne pas céder malgré la répression et à faire abandonner le projet en ne comptant avec raison que sur leur propre mobilisation.

Macron “complètement à l’Est”

En route pour un sommet au Brésil, Macron s’est arrêté en Guyane lundi 25 mars. À son programme, figuraient surtout des séances photo au cœur de la forêt amazonienne ou sur la base spatiale de Kourou et des promesses aux politiciens locaux.

Si les élus guyanais de la Collectivité territoriale de Guyane (CTG) attendent peut-être quelque chose des promesses de Macron sur un futur statut d’autonomie, pour la grande majorité de la population, le président est « complètement à l’Est » comme le titrait le journal France Guyane et vient « baratiner avec des baratins » comme l’en a accusé un habitant de Cayenne.

Inspiré par sa visite à un village reculé de l’Amazonie, Macron s’est écrié « *Je pense que c’est très important de redire, aux confins de la République, qu’il n’y a pas de doubles standards. On les défend ici, comme partout ailleurs.* » Les Guyanais savent à quel point c’est faux !

Le département est l’un des plus pauvres : le taux de chômage y est deux fois plus élevé qu’en métropole et le taux de pauvreté presque quatre

fois plus élevé. Les salaires sont bas alors que les prix des produits alimentaires, dont une partie sont importés, flambent. Les fonctionnaires bénéficient d’une sur-rémunération de vie chère d’environ 40 %, mais la majorité des salariés ne touchent rien de tel. Quant à la retraite, de nombreux travailleurs étaient déjà obligés, avant la réforme inique de Macron, de travailler jusqu’à 67 ans pour espérer partir avec une pension complète.

Dans les services publics, le sous-investissement de l’État est criant. Dans l’éducation on manque d’enseignants, mais aussi de salles de classe. Encore plus qu’ailleurs, les promesses d’Attal et de son « choc des savoirs » prêtent à sourire. Dans l’Ouest, à Saint-Laurent-du-Maroni, cinq collègues sur six sont en sureffectif, rendant les conditions de travail difficiles. Au Lycée Tarcy à Saint-Laurent, les élèves de première n’auront pas de cours d’histoire-géographie cette année, par manque de professeur dans la discipline. Dans les hôpitaux aussi on manque de médecins et d’infirmiers : l’hôpital ne

peut fonctionner que grâce à la réserve sanitaire, constituée de volontaires venus de métropole pour pallier la pénurie dans les services.

La dégradation se ressent dans toute la société avec l’augmentation de la violence et de l’insécurité. La jeunesse, sans réelle perspective d’avenir et à la recherche de moyens pour vivre, se tourne vers la délinquance, ce dont profitent les trafiquants de drogue, qui utilisent les jeunes comme « mules ».

Macron a beau se vanter des moyens mis en œuvre pour lutter contre l’orpaillage illégal, la situation désespérée des travailleurs légaux ou illégaux contraints à y travailler, et les pollutions au mercure subies par la population ne sont pas près de s’arrêter en l’absence d’autres perspectives. Ce n’est de toute façon pas le problème de Macron, plus intéressé par les milliards de profits que pourrait rapporter l’exploitation d’Ariane 6.

GUADELOUPE

La lutte des petits planteurs de canne

Depuis début mars, le bras de fer entre les usiniers, les planteurs et les opérateurs de coupe se poursuit en Guadeloupe.

Les petits planteurs demandaient que le prix de la canne à sucre passe de 109 à 160 euros. Mais cela n’a pas entamé l’intransigeance des patrons de la principale sucrerie, l’usine Gardel à Moule.

Le mouvement est animé par un collectif de planteurs rejoint par quatre syndicats d’agriculteurs. Ils se heurtent à la direction des usines de transformation du sucre, l’usine Gardel en Guadeloupe et la SRMG de

Marie-Galante. Ils se heurtent aussi à L’Iguacanne, l’association qui regroupe une partie des partenaires de Guadeloupe et Marie-Galante. Les planteurs ont commencé par bloquer la coupe et la livraison de la canne à l’usine Gardel, pour imposer à sa direction une renégociation des prix. Celle-ci a choisi de placer ses salariés en chômage partiel. Les planteurs ne peuvent vendre qu’aux distilleries qui n’absorbent qu’une petite partie de la canne.

Des négociations ayant repris entre le directeur de l’usine Gardel, les petits planteurs et le préfet, ven-

dredi 22 mars le collectif des petits planteurs insatisfait des propositions ne s’est pas rendu à la rencontre.

La plupart des organisations syndicales, ainsi que des organisations comme le LKP et Combat ouvrier ont appelé à un meeting de soutien mardi 26 mars devant la mairie du Moule. Ils dénoncent, entre autres, la répression judiciaire contre les planteurs et écrivent : « *Aujourd’hui ce sont les planteurs, demain ce sera les travailleurs.* »

Comme une partie des agriculteurs d’Europe, les planteurs n’arrivent pas à vivre de leur travail.

Selon leur témoignage, une fois leur canne vendue, ils remboursent à peine les crédits contractés pour payer ce qui est nécessaire à la culture. Ils subissent la concurrence du fait de l'augmentation de la production de canne dans le monde et de la baisse de leurs exportations vers l'Europe. Malgré une nouvelle subvention de 447 euros par tonne livrée à l'usine Gardel ou à la SRMG, des agriculteurs sont à la limite de la

faillite. Leur nombre est déjà passé de 5 000 en 2015 à 1 600 aujourd'hui.

Les usiniers ont pour actionnaires les industriels du sucre bien connus, Tereos, Cristal Union, entre autres. Ces derniers interviennent dans plusieurs pays et ne dépendent pas du sucre de Guadeloupe, bien qu'ils profitent des subventions étatiques pour rentabiliser leur production. Ils disposent d'une grande marge de

manœuvre et voudraient l'utiliser pour faire plier les planteurs, au détriment aussi des salariés qui, de leur côté, perdent une partie de leur salaire.

LES COMORES

Épidémie de choléra : maladie de la pauvreté

Depuis la déclaration de l'épidémie de choléra aux Comores par le ministère de la Santé le 2 février, celle-ci continue sa progression dans les trois îles de l'archipel.

Selon les chiffres officiels, au 28 mars, plus de 850 cas ont été recensés et 14 décès ont été enregistrés depuis le début de l'épidémie.

Dans ce pays de 800 000 habitants, seulement 19 % de la population a accès à l'eau potable.

Le président Azali Assoumani, colonel putschiste en 1999, promet depuis plusieurs années que «l'accès à l'eau sera une réalité» pour les deux tiers de la population d'ici 2027.

En janvier la régularité de sa réélection pour un troisième mandat consécutif a été contestée par l'opposition et a donné lieu à des manifestations durement réprimées : un mort par balle et des blessés. Autant dire que la population n'a pas une grande confiance dans la parole et les promesses des gouvernants.

Difficile à reconnaître pour les autorités comoriennes qui dénoncent plutôt un «dénî» de la maladie de la part de la population qui entraverait

la lutte contre l'épidémie. C'est sous ce prétexte que le ministère de la Santé a sollicité des artistes et autres «leaders d'opinion» afin de l'aider «à couper la chaîne de transmission» au travers des chansons et de caravanes de sensibilisation. Encore faudrait-il que la population puisse avoir de l'eau pour se laver les mains !

L'argent manque pour doter le pays d'infrastructures suffisantes pour stocker, traiter et distribuer l'eau potable à l'ensemble de la population et pour assurer des services d'assainissement à cause des gabegies et de la corruption au sommet de l'État, du pillage des biens publics par ceux qui se relaient au pouvoir.

Les puissances impérialistes, en particulier la France, trouvent leur intérêt au soutien de politiciens corrompus qui maintiennent leur population dans la pauvreté.

Le 18 février 2023, grâce au soutien de Emmanuel Macron, Azali Assoumani succédait au président sénégalais Macky Sall pour le mandat d'un an à la tête de l'Union Africaine, jusqu'en février 2024.

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : [contact@lutte-ouvriere-](mailto:contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org)

[ile-de-la-reunion.org](mailto:contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org)



Impression spéciale *Lutte ouvrière*

Commission paritaire n°

1019C85576

Directeur de publication : Didier

Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282

Visiter le site
<https://www.lutte-ouvriere.org/>